

N° 6311⁹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2012-2013

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****relatif à la production d'électricité basée sur la cogénération
à haut rendement**

* * *

AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

(7.11.2012)

A) Antécédents

Le projet de règlement grand-ducal n° 6311 relatif à la production d'électricité basée sur la cogénération (intitulé initial) a été déposé à la Chambre des Députés le 5 août 2011 par la Ministre aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, étant donné que l'assentiment de la Conférence des Présidents est requis en vertu de la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Le document de dépôt comportait le texte du projet de règlement grand-ducal accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche financière et du texte de la directive 2004/8/CE du 11 février 2004 concernant la promotion de la cogénération sur la base de la demande de chaleur utile dans le marché intérieur de l'énergie et modifiant la directive 92/42/CEE.

Le 6 octobre 2011 le présent projet de règlement grand-ducal a été renvoyé pour avis à la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire.

L'avis de la Chambre de Commerce date du 7 octobre 2011, celui de la Chambre des Métiers du 3 janvier 2012.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 20 mars 2012.

Par une série d'amendements (dépêche du 21 août 2012), le Gouvernement a répondu à certaines des observations exprimées dans les avis précités.

Le Conseil d'Etat a publié son avis complémentaire en date du 25 septembre 2012.

Les avis complémentaires des chambres professionnelles datent du 25 (Chambre de Commerce) et du 27 septembre 2012 (Chambre des Métiers).

Le 10 octobre 2012, la Chambre des Députés a été saisie d'ultimes modifications gouvernementales au dispositif du projet de règlement grand-ducal tenant compte de propositions formulées dans l'avis complémentaire du Conseil d'Etat.

Lors de sa réunion du 18 octobre 2012, la commission parlementaire a examiné le texte amendé du projet de règlement grand-ducal n° 6311 en présence du Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.

Au terme d'une discussion prolongée, la commission parlementaire a été en mesure d'exprimer majoritairement l'avis qui suit.

B) Avis

Le projet de règlement grand-ducal relatif à la production d'électricité basée sur la cogénération à haut rendement abroge et remplace le règlement grand-ducal modifié du 30 mai 1994 concernant la production d'énergie électrique basée sur la cogénération.

La base légale de l'actuel règlement grand-ducal soutenant la technologie de la cogénération est l'article 6 de la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie, loi qui prévoit dans son article 2 comme un de ses principaux objectifs „*la réduction de la dépendance des énergies classiques par la promotion de l'utilisation des énergies nouvelles et renouvelables, l'utilisation des installations de cogénération et la production autonome d'énergie primaire et secondaire*“.

Ce régime de promotion est à l'origine de l'augmentation considérable de l'énergie produite à partir de la cogénération au Luxembourg durant ces dernières années. Un nombre important d'emplois a pu être créé respectivement conservé dans le domaine de la planification, de la construction et de l'exploitation de ces installations.

Actuellement, le Luxembourg abrite environ 120 installations de cogénération avec une puissance électrique totale installée de quelque 107 MW. Ces installations de cogénération produisent un total de quelque 337 GWh par an (base: 2009) et représentent ainsi à peu près 5,4% de la consommation électrique nationale.

Le coût supplémentaire résultant des centrales de cogénération bénéficiant du mécanisme de compensation est répercuté sur tous les clients finals d'électricité en vertu du règlement grand-ducal du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre du marché de l'électricité qui prévoit à cette fin trois catégories de clients dont la contribution varie en fonction de leur consommation par point de comptage.

La réforme projetée de l'actuel régime de promotion de la cogénération répond à une série de changements intervenus depuis l'année 1993 dans le contexte énergétique tant européen que national.

En 2007, le Conseil européen a décidé d'améliorer l'efficacité énergétique de 20% à l'horizon 2020 et des initiatives législatives ont été prises dans ce sens (directives 2004/8/CE, 2006/32/CE, 2010/31/UE). Dans ce cadre, la Commission européenne considère la technologie de la cogénération force-chaleur comme un des moyens clés pour la mise en œuvre d'une meilleure efficacité énergétique. En effet, la technologie de la cogénération permet de produire, en un seul processus, de la chaleur et de l'électricité avec un rendement global s'élevant jusqu'à 90% tandis que les centrales électriques classiques ne présentent en général qu'un rendement de quelque 50%.

Même si des objectifs contraignants en matière d'efficacité énergétique n'ont pas encore été concrétisés par le biais de nouvelles directives, il n'est pas exclu que la cogénération ne puisse pas être comptabilisée pour les objectifs nationaux retenus en matière d'efficacité énergétique.

Par ailleurs, il y a lieu de rappeler que les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre ainsi que les mécanismes de comptabilisation en la matière ont connu des modifications considérables au cours des dernières années.

Ainsi, le présent projet de règlement grand-ducal tient compte du nouveau cadre légal pour l'organisation du marché de l'électricité qui trouve sa base dans la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité. Le cadre général applicable à la cogénération est modifié et aligné aux nouvelles politiques européennes en matière d'efficacité énergétique et à certaines dispositions de la directive 2004/8/CE. Ce cadre général est également ajusté aux nouvelles données du marché de l'électricité libéralisé. Les démarches administratives sont simplifiées conformément à l'esprit de la réforme administrative et le support à accorder à la cogénération est agencé dans la perspective d'un marché concurrentiel et compétitif.

Actuellement, le surcoût de la cogénération est supporté par tous les consommateurs finals en vertu du règlement grand-ducal du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre du marché de l'électricité (abrogeant le règlement grand-ducal modifié du 22 mai 2001 introduisant un fonds de compensation). Ce surcoût à financer a connu une forte augmentation au cours des dernières années. Vu les objectifs en matière d'énergies renouvelables, des moyens financiers de plus en plus importants s'ajouteront aux frais actuels.

La commission parlementaire note que, dans le sens d'une priorisation et de la limitation des répercussions au niveau du prix de l'électricité pour les particuliers et les entreprises, le Gouvernement entend développer une stratégie énergétique visant à réduire les coûts nets dans le mécanisme de compensation au cours des prochaines années.

Dans ce sens, le texte en projet fixe des durées maximales pour le paiement des rémunérations garanties aux installations de cogénération existantes et établit un régime d'aides à la cogénération fondé sur la demande de chaleur utile et d'économies d'énergie primaire limité dans le temps.

Ce projet de règlement grand-ducal instaure une série de règles générales qui concernent le raccordement des installations de cogénération aux réseaux d'électricité au Luxembourg, la production d'énergie électrique générée par des installations de cogénération ainsi que les relations contractuelles à respecter par les exploitants des installations de cogénération et les gestionnaires de réseau.

L'introduction d'un système de garantie d'origine pour l'électricité issue de la cogénération à haut rendement est également prévue par ce dispositif.

A noter que l'accent ne sera plus mis à l'avenir sur la cogénération classique basée sur les sources d'énergie fossiles, mais sur les énergies renouvelables et par conséquent également sur les mécanismes de support de la cogénération basée sur des sources renouvelables. Cette nouvelle approche se traduira par une modification du règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables.

*

CONCLUSION

Compte tenu des considérations évoquées ci-avant, la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire recommande majoritairement à la Conférence des Présidents de donner son assentiment au projet de règlement grand-ducal n° 6311, tel qu'il a été amendé par le Gouvernement.

*

La Conférence des Présidents fait sien l'avis de la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire et donne à sa majorité son assentiment au projet de règlement grand-ducal.

Luxembourg, le 7 novembre 2012

Le Secrétaire général,
Claude FRIESEISEN

Le Président de la Chambre des Députés,
Laurent MOSAR

